REPUBLIQUE DU TCHAD
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
PRIMATURE
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE
ET DE LA SECURITE PUBLIQUE
REGION DU BATHA
DEPARTEMENT DU FITRI
SOUS-PREFECTURE RURALE DE YAO
ZONE DE DJOURDJOURA

Unité – Travail - Progrès

PLAN DE DEVELOPPEMENT LOCAL
De la Zone de Confiance de Djourdjoura

Elaboré par la population de la zone de confiance de Djourdjoura avec l'appui financier du FED et l'accompagnement technique de l'ONG ADRB

juin 2015

TABLE DES MATIERES

Sigles et abréviations……..iv
Introduction……1
Carte de la zone de Djourdjoura…….3
Contexte général……...4
Méthodologie d'élaboration du PDL……..5
I- Généralités sur la zone de confiance ……7
1.1-Milieu physique ……....7
1.1.1-Localisation géographique…….7
1.1.2-Caractéristiques physiques……...7
1.1.2.1-Relief……...7
1.1.2.2-Climat……....7
1.1.2.3-Hydrographie……7
1.1.3-Ressources naturelles…….....9
1.1.3.1-Sols……9
1.1.3.2-Végétation……....10
1.1.3.3-Faune……10
1.2-Milieu Humain……....10
1.2.1-Historique de la zone de confiance ……...10
1.2.2-Organisation sociale, politique et culturelle……..10
1.2.2.1-Organisation sociale……..10
1.2.2.2-Organisation politique……11
1.2.2.3-Organisation culturelle……..11
1.2.3-Caractéristiques démographiques……..11
1.2.4-Organisation paysanne……11
1.3-Activités économiques…….12
1.3.1-Agriculture……12
1.3.2-Elevage.....13
1.3.3-Commerce……15
1.3.4-Artisanat……16
1.4-Infrastructures existantes……..17
II-Analyse des résultats du diagnostic…….19
III-Sommaire des problèmes majeurs et axes prioritaires de développement de différents domaines……26
IV-Projet de développement sur la durée du plan……...28
V-Mécanisme de la mise en œuvre, de pilotage et de suivi des actions du PDL……35
5.1-Mécanisme de la mise en œuvre des actions……35
5.2-Suivi-évaluation des actions……...35
5.3-Plan de travail annuel ……36
Conclusion……..38
Annexe……39
Procès-verbal d'adoption du PDL……40

Liste des délégués villageois……41
Liste des membres du CDZC de Djourdjoura……..……...43
Rapport final des différentes commissions thématiques……..43

Tableaux

Tableau 1: Caractéristiques de la nappe phréatique……..8
Tableau 2 : Atouts, faiblesses, opportunités et menaces du domaine Elevage……14
Tableau 3 : Synthèse de recueil des données estimatives.....18
Tableau 4 : Domaine des Ressources naturelles, Agriculture-Elevage Durables…….19
Tableau 5 : Domaine Socioéducatif et sanitaire……..22
Tableau 6 : Domaine Economie…….24
Tableau 7 : Domaine Socioculturel……25
Tableau8: Présentation matricielle des problèmes majeurs et axes de développement par domaine……...26
Tableau 9 : Domaine Agriculture et Elevage durables…….28
Tableau 10 : Domaine Environnement et Gestion des Ressources Naturelles……..31
Tableau 11 : Domaine Santé-Eau-Assainissement……32
Tableau 12 : Domaine Education-Culture-Jeunesse et sport…….33
Tableau 13 : Domaine Economie……34
Tableau 14 : Plan de Travail annuel du CDZC……37

Photos

Photos de couverture : A gauche, séance de formation en montage de projet à Rignégné et à droite, troupeau de bœufs près de Mankalla.

Photo1 : Zone de dépression recueillant les eaux de ruissellement…….8

Photo2 : Goz, favorables à la culture de mil et d'arachide…….9

Photo3 : Attroupement des bœufs autour du puits traditionnel à Otkami…….15

Photo4 : Piste rurale, dans le lit d'un bas-fond, impraticable en saison des pluies……16

Sigles et abréviations

ADC : Association de Développement Cantonal
ADRB : Association pour le Développement Régional du Batha
ADV : Association de Développement Villageois
ADZC : Association de Développement de la Zone de Confiance
ADZC/D : Association de Développement de la Zone de Confiance de Djourdjoura
AG : Assemblée Générale
AGR : Activités Génératrices de Revenus
ALV: Animateur Local Volontaire
APE :Association des Parents d'Elèves
CDA : Comité Départemental d'Action
CDV : Comité de Développement Villageois
CDZC : Comite de Développement de la zone de confiance
CRT : Croix Rouge du Tchad
CT : Commission Thématique
COSAN : Comité Santé et Assainissement
FED : Fond Européen de Développement
GRN: Gestion des Ressources Naturelles
ODV : Organisation de Développement Villageois
OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONDR: Office National de Développement Rural
ONG : Organisation Non Gouvernementale
OSC : Organisation de la Société Civile
PADL-GRN : Programme d'Appui au Développement Local et à la Gestion des Ressources Naturelles
PDL: Plan de Développement Local
PNSA : programme national de sécurité alimentaire
PTA: Plan de Travail Annuel
SNRP : Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
UE: Union Européenne
VIH/ SIDA: Virus de Immunodéficience Humaine / Syndrome de l'Immunodéficience Acquis

INTRODUCTION

C'est dans Le souci d'améliorer les conditions de vie de sa population que la zone de Djourdjoura s'est engagée dans le processus d'élaboration du Plan de Développement Local (PDL). Cette zone compte 21 villages qui font partie du Sultanat du Fitri avec d'importantes potentialités agricoles et pastorales. Il faut souligner que sous l'effet de l'action de l'homme et de la nature, les richesses de la zone connaissent une dégradation progressive inquiétante. Devant l'ampleur de la situation et surtout dans le souci d'assurer son développement harmonieux, la population de la zone a accepté d'élaborer son PDL avec l'appui du Projet « Accompagnement des OSC/ADC dans le Département du Fitri » porté par l'ADRB. Ceci sur financement du Fond Européen de Développement à travers le Programme d'Appui au Développement Local et à la Gestion des Ressources Naturelles (PADL-GRN). Cet acte traduit le dynamisme et la détermination de la population à lutter pour l'amélioration de ses conditions de vie.

Pour ce faire, une Assemblée Générale(AG) a été organiséele 13 mars 2014au village Djourdjoura (chef-lieu de la zone) pour créer l'Association pour le Développement de la Zone de Confiance(ADZC) au sein de laquelle un bureau de 12 membres a été mis sur pied.

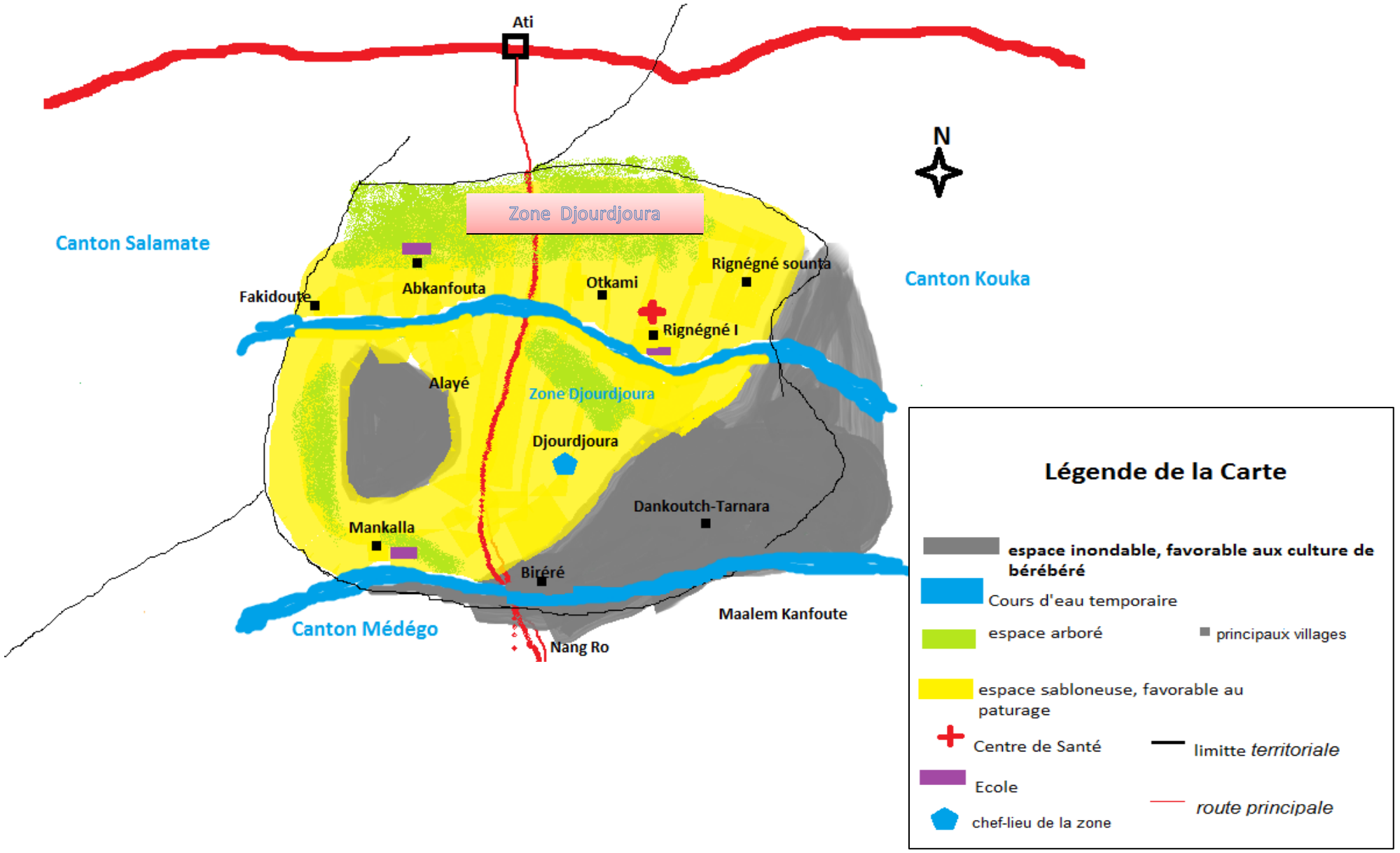
Le présent PDL est le résultat d'un laborieux travail abattu par la population, à travers des concertations entre les différentes couches sociales (femmes, hommes, jeunes, vieux,…). Il est le reflet des préoccupations des communautés de la zone en matière de développement pour une durée de vie de quatre (4) ans. Il présente la synthèse des travaux des multiples ateliers et concertations locales qui constituent les bases d'une réflexion plus solide et dynamique sur l'avenir de la zone. Les réflexions engagées par les communautés visent la recherche des possibilités et stratégies de réduction de pauvreté en améliorant les conditions de vie des populations de la zone par les moyens d'existence. Les activités ont été menées selon une approche participative et concertée ayant permis :

- L'identification des atouts et contraintes de la zone ;
- Les propositions des solutions aux problèmes identifiés, analysés et traités ;
- La description des projets prioritaires à réaliser dans la durée du plan.

L'actuel PDL constitue un document de référence qui prend en compte les normes techniques, financières et sociales des investissements privés et également de celles des partenaires en développement et reste ouvert à tout financement interne et externe. Sa mise en œuvre dépendra de la mobilisation des ressources locales, de la contribution de la diaspora ainsi que de l'appui extérieur à travers le financement de certaines actions par les bailleurs de fonds internationaux. Il tient également compte des données statistiques de la zone, les normes de l'Etat et la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP). Divers domaines sont pris en compte dans ce document, entre autre l'Environnement et la

Gestion des Ressources Naturelles, Agriculture/Elevage/, la Santé, l'Education/ Culture, Jeunesse...

CARTE DE LA ZONE DE DJOURDOURA



❖ Contexte général

La nouvelle politique en matière de développement local et de la gestion des ressources naturelles s'inscrit dans la logique de la promotion et de renforcement de la concertation et du partenariat entre la société civile, les autorités et les services déconcentrés de l'Etat. Néanmoins les changements dans le secteur de la gouvernance locale restent limités et sont des enjeux de taille. Parmi les nombreuses contraintes qui contribuent à freiner ce processus, nous avons:les méthodologies pour la conception et l'élaboration des PDL qui n'arrivent pas à faire ressortir les priorités à mettre en œuvre ; le faible renforcement et implication des partenaires et prestataires de service pour atteindre l'effet multiplicateur recherché ;une communication abstraite inappropriée entraînant une incompréhension entre acteurs de programme et bénéficiaires ;l'adoption des mécanismes peu appropriés de mobilisation de la participation locale au sein de cadres de concertation validant les PDL.

Et c'est dans ce contexte que, l'Etat Tchadien s'engage sans réserve sur la voie de la décentralisation. C'est un processus dans lequel, il confère un certain nombre de prérogatives aux futures Collectivités Locales pour décider de l'avenir de leur terroir à travers des lois qui définissent les compétences à exercer par chaque acteur. Ceci permet aux villages et cantons de se doter d'un Plan de Développement Local (PDL).

Dès lors, l'élaboration du PDL apparait comme une solution idéale et nécessite la définition d'un schéma de mise en œuvre correspondant aux attentes des potentiels bénéficiaires. Ce schéma consiste à impliquer les ONG locales ayant des expériences avérées dans l'accompagnement, la structuration, l'organisation et l'animation des structures communautaires de base à assurer le rôle de relais. C'est ainsi que l'ONG ADRB est retenue pour le besoin de la cause. Son rôle principal est d'élaborer et/ou d'actualiser les PDL pour six (6) zones de confiance et d'accompagner les OSC et les CDZC.

-Objectif global :

L'objectif global vise, à travers les atouts et potentialités existantes, à améliorer de façon durable les conditions de vie des communautés grâce aux ressources disponibles localement, tant matérielles, humaines que financières.

-Objectifs spécifiques :

Il consiste à doter la zone de confiance de Djourdjoura, d'un plan de développement local axé sur la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles, matérialisant ainsi la vision de la communauté à court, moyen et long terme ;

Mais aussi à concevoir et asseoir un dispositif cohérent et consensuel en vue de contribuer efficacement et de manière participative aux actions de développement à travers un mécanisme de mobilisation des ressources naturelles.

-Résultats attendus :

Ainsi, un plan de développement quadriennal axé autour de la sécurité alimentaire et de la gestion des ressources naturelles est élaboré de manière participative et reflétant la réalité de la zone ; les OSC et en particulier les CDZC/ADZC de la zone de confiance de Djourdjoura sont mises en place et en mesure de réviser leur PDL qui prend en compte la valorisation et la gestion intégrée des ressources naturelles et sont capables de défendre ce PDL auprès des autorités locales et des bailleurs de fonds.

- **Méthodologie d'élaboration du PDL**

L'élaboration du PDL de la zone de confiance de Djourdjoura, a été conduite selon une approche participative. Cette méthode a permis de toucher un grand nombre des couches socioprofessionnelles de la zone de confiance. Et ceci à travers les consultations villageoises, inter-villageoises, les ateliers cantonaux et villageois qui ont permis d'approfondir les échanges et d'asseoir ensemble des axes de développement desquels sont issus des projets retenus reflétant les besoins réels de la population.

Donc cinq phases ont été retenues dans ce processus qui sontentre autres :

-Phase préparatoire

La phase préparatoire est une étape essentielle au cours de laquelle l'équipe du Projet a procédé à une large campagne d'information et de sensibilisation des populations sur les dynamiques de développement local et l'intérêt d'un PDL.

-Diagnostic Participatif

La phase de Diagnostic Participatif fait suite à la mise en place des structures locales de planification. Elle vise essentiellement à collecter, traiter et à analyser les informations de base devant servir à assurer une planification locale efficace.

-Planification locale

Cette phase vise à déterminer, sur la base du diagnostic établi, les actions prioritaires (microprojets) devant permettre à la zone de confiance concernée d'atteindre les objectifs de développement fixés, en vue de l'amélioration des conditions de vie de la population.

Des activités importantes ont été menées durant cette phase, à savoir : la prise en compte des normes techniques avec les préoccupations des populations et la mise en cohérence de leurs objectifs avec les politiques régionales et nationales et les planifications existantes ; l'étude de faisabilité des microprojets ; l'exercice d'arbitrage et de programmation physique et financière des projets.

-Validation et diffusion du PDL

La phase de validation et de diffusion du PDL vise à officialiser les résultats des travaux de révision du PDL, à favoriser sa diffusion et sa mise en œuvre cohérente.

-Mise en œuvre du PDL

Les activités de cette dernière phase visent à réaliser par des actions concrètes, les microprojets inscrits au PDL selon la programmation élaborée.

I – Généralités sur la zone de confiance

1.1 Milieu physique

1.1.1 Localisation géographique

La zone de Djourdjoura est située dans le Département du Fitri, Sous-préfecture de Yao, Région du Batha. Elle compte 21 villages avec une population de plus de13 000 habitants(données estimatives 2015)pour une superficie évalué à 248 Km2.Elle est limitée à l'Est par le canton Kouka, sous-préfecture de koundjourou, au Sud par le Canton Médégo, à l'Ouest et au Nord par le canton Salamat. Les cantons Médégo et Salamat forment la Sous-préfecture rurale d'Ati.Le chef-lieu, Djourdjoura porte le même nom que la zone de confiance toute entière. Ce village est distant de 95 Km de Yao, chef-lieu du Département du Fitri, mais il n'est qu'à 25 Km d'Ati.Elle est traversée par de nombreuses pistes rurales très dégradées qui la relient aux autres localités voisines.

1.1.2 Caractéristiques physiques

1.1.2.1- Le relief

Lazone présente un relief peu accidenté constitué globalement par des plaines,de dunes de sable et des bas-fonds inondables.

1.1.2.2- Le climat

Le climat est de type sahélien avec une longue saison sèche (8 mois) qui s'étend d'Octobre à Maiet une courte saison de pluie (4 mois) allant de juin à septembre. Les précipitations varient entre 200 et 600 mm (sources : ONDR Ati), mais elles diminuent d'année en année. Cela entraîne de répercussions considérables sur la vie de la population de la zone.

La rareté et la mauvaise répartition des pluies provoquent chaque année des exodes ruraux.

1.1.2.3- L'hydrographie

La zone ne possède pas de cours d'eaux permanents. Toutes fois, les eaux de pluies peuvent constituer des mares étendues occupant des surfaces à faible perméabilité. Ce sont en fait des vastes terrains argileux situés notamment entre le village Djourdjoura, Mankalla et Bréré. A part cette vaste mare, il existe plusieurs zones de dépression qui recueillent les eaux de ruissellement. Ces cours d'eau, bien que temporaires permettent d'abreuver les bétails deux à trois mois après la fin de la saison pluvieuse. Ces eaux sont malheureusementconsommées par les villageois lors des travaux champêtres.

Photo1 :*Zone de dépression recueillant les eaux de ruissellement (ici entre Mendellé-Otkami).*

Outre les eaux de surfaces, la zone possède une nappe phréatique assez faible due sans doute à sa proximité avec le bassin du fleuve Batha. Les eaux de cette nappe sont potables ce qui a favorisé la construction de plusieurs forage pour la consommation des ménages. On note également l'aménagement de plusieurs puits pastoraux.

Tableau 1 : Caractéristiques de la nappe phréatique

Nombre de village	**Profondeur moyenne de la nappe phréatique**	**Présence des métaux**	**pH**	**Observations**
21	46 m	Fer Magnésium Silicium	8,1	Potable

Source : Délégation de l'Hydraulique du Batha, 2014

1.1.3 Ressources naturelles de la zone.

1.1.3.1- Les sols

Il y a dans la zone, troisprincipaux types de sols :

- Les sols steppiques dans les plaines inondables réservés aux cultures pluviales de mil et aux pâturages ;
- Les sols hydromorphesdes bas-fonds temporairement inondés favorables à la culture du sorgho,
- Les sols subarides constitués des formations sableuses communément appelées « goz » favorable à la culture de l'arachide.

Photo2 : *Les Goz favorables à la culture du mil et d'arachide (ici entre Rignégné- Djourdjoura).*

Ces sols subissent une dégradation très accélérée due à l'érosion, aux mauvaises pratiques culturaleset au surpâturage.

1.1.3.2- La végétation

Elle est constituée de deux types:

- Une savane arbustive clairsemée où l'on rencontre les espèces telles que Balanites *aegyptiaca,Acaciaseyal*, *Acacianilotica,Acaciasenegal*, *Ziziphusmauritiana* , le *Leptadeniapyrotechnica* et *Calotropisprocera* ;

- Une steppe herbeuse constituée par des plantes herbacées vivaces de la famille des graminées qui constituent la base del'alimentation du bétail. Ces espèces sont : *Eragrostistremula, Schoenefeldiagracilis, Brachiariaspp.,Panicumlaetum, Aristidamutabilis, Dactylocteniumaegyptium*, *Cenchrusbiflorus*, *Zorniaglochidita*.

1.1.3.3- La faune

La zone de Djourdjoura dispose de la faune sauvage terrestre composée des lièvres, antilopes, loups, hyènes, écureuils … etla faune aviaireconstituée des sarcelles,pique – bœufs...Cependant, à cause de la chasse intensive, ces espèces sauvages sont en voie de disparition. De timides initiatives communautaires couplées aux efforts de l'Etat sont faites dans le but de limiter cette disparition.

1.2 Milieu humain

1.2.1-Historique de la zone de confiance

L'histoire de la zone Djourdjoura est intimement liée au Sultanat du Fitri. En effet, après la conquête du territoire du Fitri par les bilalas, une organisation politique fondée sur la monarchie est alors créée pour administrer le territoire. Mais, du fait que l'accession au trône se fasse de façon patrilinéaire, des divisons sont fréquemment observées au sein de la famille régnante. C'est dans ces conditions que le village Djoudjoura est créé par des dissidents du Sultanat. Celui-ci est apparu pendant le règne du Sultan Gadaye. Ces dissidents n'ont pu étendre leur influence exceptée cinq à six villages situés aux abords de Djourdjoura. Les principaux villages sous leurs influences sont Mankalla, Biréré, Tarnara et Alayé. Ces villages ont à leur tête un Chef connue sous le nom de « Ngaré ». D'autres villages de la zone sont restés autonome. C'est ainsi que Otkami et Rignégné ont chacun à leur tête un « Ngaré ». Malgré cette absence évidente d'une hiérarchie commune, toute la zone est sous l'administration du Sultan et d'un Khalifa résidant à Ati, qui est désigné à cet effet pour représenter l'autorité traditionnelle.

1.2.2-Organisation sociale, politique et culturelle

1.2.2.1- Organisation sociale :

L'organisation sociale se justifie par les événements historiques qu'a connus la zone. Trois villages ayant chacun à satête un chef dénommé Ngaré ont une prépondérance par rapport aux autres. Ces villages sont Djourdjoura, Otkami et Rignégné.

Les autres villages sont soit autonomes, soit sous l'administration des trois villages cité ci-haut. Les Ngaré de ces villages jouissent d'un certain prestige et sont garants des us et coutume.

L'intronisation d'un nouveau Ngaré s'effectue en organisant une grande fête populaire précédant une cérémonie d'ordre protocolaire. L'intronisation se déroule non pas dans leur village respectif, mais dans la ***tata*** (devanture du palais royal) du sultan du Fitri. Cette intronisation atteste l'attachement de la localitéau sultanat du Fitri.

1.2.2.2- Organisation politique :

L'autorité de référence est le Ngaré. Il est assisté dans ses fonctions par les notables. Grâce à ce dispositif, l'harmonie sociale et politique règne sur la société. Les Ngaré de la zone rendent compte au Sultan du Fitri par l'intermédiaire d'un notable. Mais beaucoup de problèmes existent pour une bonne cohabitation et une bonne gestion des terroirs.

1.2.2.3- Organisation culturelle :

L'habitat est de type traditionnel. Les maisons et les cases sont construites en terre battue au toit de pailles soutenu par des piliers en bois. La langue parlée dans le milieu est le bilala. Les déplacements se font d'un village à un autre soit à pied, à dos d'âne ou cheval. La tradition bilala est basée sur les cérémonies et les rites à l'occasion de mariage, baptême, circoncision et autres fêtes.

1.2.3- Caractéristiques démographiques

La population de la zone Djourdjouraest en grande partie jeune. Ce qui devaitêtre une potentialité à exploiter.Malheureusement, ces jeunes qui constituent les bras valides, migrent vers les villes à la recherche d'une « vie meilleure ». Les femmes, plus nombreuses, et les vieilles personnes sont condamnées à rester au village. Les femmes exercent les travaux ménagers, les activités génératrices de revenu telles que la transformation et la commercialisation du lait, l'artisanat et le petit commerce (sel, oignon, ail, natron, sucre…). Elles s'impliquent dans le développement de la zone en s'organisant en groupements. Plusieurs groupements socio-professionnels existent même s'ils sont mal organisés et rencontre beaucoup de difficultés pour leur bon fonctionnement.

1.2.4-Organisation Paysanne

Certaines ONG de développement à l'instar de l'ADRB, la Croix Rouge du Tchad, le PNSA, ont intervenu et interviennent dans la zone de Djourdjoura dans divers domaines comme la santé, l'éducation, le développement rural...Avec le Projet « Accompagnement des OSC/ADC dans le département du Fitri », il a été créé l'Association pour leDéveloppement de la Zone de Confiance de Djourdjoura en abrégé ADZC/D lors de l'Assemblée générale tenue le 14 avril 2014 avec un bureau exécutif appelé CDZC composé de 12 membres dont 2 femmes. Cette association coordonne toutes les actions de développement dans la zone de confiance soutenue par 12 organisations de développement villageoises (ODV) qui œuvrent dans le domaine de l'élevage et de l'agriculture. Rappelons que certains villages

trop petits, se regroupent pour former 1 seul ODV. D'où le nombre de 12 ODV ne correspond pas au nombre total de village qui est de 21.Plusieurs Associations des Parents d'Elèves (APE) s'occupent del'aspect éducatif dans les établissements scolaires de la zone.

Toutes ces organisations prennent en compte les différents domaines du développement dans chaque village. Mais elles ne sont pas bien structurées pour être dynamiques et efficaces.

1.3 Activités économiques

L'un des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) est l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim. Le Gouvernement du Tchad par l'appui aux activités économiques et la mise à la disposition de la population des intrants et matériels agricoles à travers l'ONDR et le PNSA, la construction des infrastructures économiques, veut atteindre cet objectif dans la région du Batha en général et la zone de confiance de Djourdjouraen particulier. A travers ces infrastructures, l'Etat veut dynamiser l'économie des régions et permettre aux populations de mener des activités économiques pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Si l'agriculture et l'élevage demeurent les principales activités de la zone, d'autres activités telles que le commerce et l'artisanat sont également pratiquées.

1.3.1 Agriculture

L'essentiel des activités agricoles vise, en premier lieu, la satisfaction des besoins alimentaires du groupe familial. Les cultures pratiquées dépendent du type du sol : le mil et l'arachide dominent dans les zones sableuses (goz) alors que le sorghobérébéré se cultive sur les dépressions (bas-fonds) à sol argileux. Les pratiques culturales utilisées sont les cultures itinérantes qui consistent à déplacer périodiquement les champs en quête de terres fertiles et le défrichement sur brûlis. Comme les pluies sont très aléatoires, il est fréquent que les paysans refassent plusieurs fois les semis. Cependant, compte tenu de la courte durée de la saison des pluies, le succès d'un semis précoce conditionne le bon rendement.

D'une manière générale, l'agriculture demeure la principale activité pratiquée par les populations du point de vu emploi et revenus. Elle est surtout pratiquée traditionnellement par les populations. Elle commence en général par le défrichage des champs en avril et mai, le labour en juin, les semis en mi-juin à juillet et les sarclages en août. Les récoltes interviennent en octobre-novembre de chaque année.

Toutes ces cultures sont pratiquées de manière traditionnelle avec très peu d'intrants et sans aménagement. Aujourd'hui, avec la dégradation des sols, les rendements sont de plus en plus faibles et ne permettent pas de couvrir les besoins des populations ; moins encore le pouvoir d'achat des agriculteurs baisse et des famines cycliques consécutives se maintiennent dans les villages.

Outre les caprices climatiques et la dégradation des sols, l'agriculture rencontre d'énormes difficultés. Il s'agit entre autres:

- Le faible niveau technique des agriculteurs ;
- L'accès difficile aux intrants et matériels agricoles ;

- Le faible niveau d'encadrement des producteurs (personnel d'encadrement insuffisant en nombre) ;
- Les pistes d'accès aux villages de production impraticables voire inexistantes en saison des pluies ;
- La forte pression des maladies et ennemis des cultures (oiseaux granivores, sauterelles, parasites) ;
- La forte pression sur les terres utiles ;
- Les contraintes d'enclavement (faiblesse des circuits commerciaux) ;
- Le faible niveau d'organisation du monde rural.

1.3.2 Elevage

Djourdjouraest une zone où l'élevage est très pratiqué. La zone dispose d'un potentiel pastoral important et diversifié. L'élevage constitue la principale source de revenus pour une grande partie des ménages. Il est pratiqué par presque toutes les couches de la population de la zone et mobilise aussi bien les hommes, les femmes que les enfants. Un village peut contenir entre 500 et 600 têtes de bétails. Mais, le système de production demeure extensif, peu productif et repose sur un élevage familial et traditionnel de prestige. Les espèces animales élevées sont entre autres les bovins, les caprins/ovins, les camelins (appartenant au transhumant),les équins, les asins et la volaille.

Comme partout ailleurs dans la région du Batha, l'élevage est une composante essentielle de développement et demeure un secteur prioritaire. Il contribue substantiellement à la sécurité alimentaire et constitue une ressource pérenne et renouvelable sur laquelle la région du Batha peut compter pour lutter contre la pauvreté. Les éleveurs tirent de cet élevage divers produits que l'on peut classer en deux catégories :

- les produits renouvelables, fournis par l'animal tout au long de sa vie (lait, œufs…) ;

- les produits terminaux, dont l'obtention impose l'abattage de l'animal (viande, cuir, fourrure…).

Ces produits ont de nombreux avantages économiques dont l'alimentation humaine en est le plus important ; car ils sont en partie utilisés pour l'autoconsommation, la vente sur pied, les travaux champêtres, les sacrifices, le mariage et les transports. C'est pourquoi les éleveurs restent très attachés à leur bétail qu'ils considèrent comme leur capital.

Tableau 2 : Atouts, faiblesses, opportunités et menaces du domaine élevage

ATOUTS	**FAIBLESSES**
- Cheptel important, diversifié et adapté au milieu ; - Existence d'un savoir-faire local en matière de conduite de l'élevage.	- Effectifs du cheptel non maitrisé ; - Insuffisance d'infrastructures hydrauliques pastorales ; - Modes d'élevage majoritairement traditionnels ; - Inexistence des infrastructures de transformation de la viande, du lait et d'autres sous-produits.
OPPORTUNITES	**MENACES**
- Présence desONG et projets de développement ; - Présence d'un service d'élevage à Yao ; - Recensement général du bétail en cours.	- Risques de contaminations de certaines maladies ; - Dégradation des ressources naturelles affectant les bases de l'alimentation du bétail ; - Rétrécissement continu de l'espace pastoral.

Photo3 : *Attroupement de bœufs autour du puits traditionnel à Otkami.*

1.3.3 **Commerce**

Il constitue une activité secondaire. La plupart des villages se procure les produits de première nécessité à Ati.En effet Mankallaet tout récemment Abkanfouta sont lesdeux villages de la zone disposant d'un marché hebdomadaire. Donc quelques petits vendeurs détaillants ravitaillent la population à partir de la ville d'Ati. Les produits de l'agriculture, notamment le mil et l'arachide constituent l'essentiel de l'exportation alors que l'importation concerne les produits alimentaires manufacturés. Les produits sont transportés à bord des motos, des chevaux, des charrettes et des ânesdes villes vers les villages et inversement.Sauf qu'en période de pluies, certains villages sont enclavés vue le mauvais état des pistes rurales. Cela a une très forte incidence sur l'économie de la zone.

Photo4 : *Piste rurale,dans le lit d'un bas-fond entre Mendellé-Otkami, impraticable en saison des pluies.*

1.3.4 Artisanat

Il est l'une des activités secondaires de la zone, pratiquée en temps libre. Il est exercé par les forgerons, les tisserands, les potières. Les dépôts argileux du fleuve Batha sont utilisés comme matière première pour le travail de la poterie. Ce travail est fait surtout par des femmes. Les produits permettent de subvenir aux besoins courants de la famille.

1.4-Infrastructures de la zone de confiance

Les infrastructures construites sont rares dans la zone. Celles qui existent concernent essentiellementles salles de classe, les puits et les pistes rurales.

Les infrastructures scolaires construites en matériaux durables n'existent pas. Les salles de classe dans les écoles communautaires sont construites en matériaux locaux peu durables. Cela impose leur renouvellement chaque année aux communautés à la rentrée scolaire. Ce travail, coïncidant avec la période des récoltes retarde suffisamment le démarrage des cours dans les établissements scolaires.L'insuffisance des enseignants qualifiés se répercute sur la qualité de l'enseignement dans la zone.

Quant à la couverture sanitaire, il existe un seul centre de santé dans la zone qui est localisé à Rignégné.Les pistes rurales impraticables en saison de pluies ne facilitent pas le transport des malades vers les centres de santé et la circulation inter village.

Il faut noter aussi l'existence des compagnies privées de la téléphonie mobile qui couvrent certains villages de la zone réglant ainsi en partie les problèmes decommunication et donc l'ouverture sur l'extérieur.

Tableau 3 : Synthèse de recueil des données estimatives

No	Villages	Population	Pompe à motricité Humaine	Nombre des bovins	Puits pastoraux	Infrastructure Sanitaire	Infrastructures scolaire
1	Djourdjoura	659	2	700	1	0	0
2	Mankalla I	1290	2	1090	0	0	1
3	Manakalla II	507	1	600	0	0	0
4	Mankalla III	396	1	509	0	0	0
5	Biréré	1910	2	800	0	0	0
6	Tarnara I	1056	2	1024	0	0	0
7	Tarnara II	534	1	700	0	0	0
8	Tarnara III	209	1	600	0	0	0
9	Alayé	376	1	600	0	0	0
10	DankoutchBassara	403	1	150	0	0	0
11	Rignégné I	945	2	1500	0	1 centre de santé	1
12	Rignégné II	397	1	400	0	0	0
13	Rignégné Kanem	976	1	500	0	0	0
14	Rignégnésounta	478	1	600	0	0	0
15	Askanité	390	1	1089	0	0	0
16	Amdireb	482	1	409	0	0	0
17	Dafadé	320	1	890	0	0	0
18	Otkami	605	2	1200	1	0	0
19	Faki Doute I	290	2	1000	0	0	0
20	Faki Doute II	365	1	200	0	0	0
21	Abkanfouta	910	2	1500	0	0	1
	Total	**13 498**	**29**	**16061**	**2**	**1**	**3**

Sources : Recensement villageois, 2014

II- Analyse des résultats du diagnostic

Le diagnostic de la zone de confiance de Djourdjoura est une étape qui à permit de collecter, de traiter et d'analyser les informations de base pour une bonne réussite de la planification locale. Ce diagnostic a permis également d'identifier les problèmes majeurs auxquels la zone est confrontée, d'étudier les potentialités en vue de planifier des projets réalistes et réalisables. Pour des raisons de cohérence, les problèmes de la zone de Djourdjoura sont regroupés par domaine, les consultations qui se font entre la population et les services techniques ont permis de privilégier quelques axes prioritaires.

Les résultats du Diagnostic Participatif sont regroupés dans les tableaux ci-après :

Tableau 4: Domaine des Ressources Naturelles, Agriculture et Elevage Durable

Problèmes vécus	Localisation	Causes	Conséquences	Potentialités	Actions possibles
Faible rendement	Toute la zone de cultures pluviales et de décrue	- Diminution de la fertilité des sols ; -Insuffisance d'intrants agricoles ; - Fortes pressions des ennemis de cultures (oiseaux granivores ; sauterelles, rongeurs etc.) ; - Diminution progressive de la pluviométrie ; - Mauvaises pratiques culturales ; - Insuffisance d'encadrement des agriculteurs.	- Diminution de la production ; - Famine ; - Baisse du pouvoir d'achat ; - Exode.	-Disponibilité des terres cultivables ; -Disponibilité d'une main d'œuvre jeune et active ; -Disponibilité du fumier ; -Pluviométrie moyenne pour le développement végétatif des céréales (sorgho et mil).	-Rechercher, produire et diffuser les variétés précoces ; -Amender les sols ; -Pratiquer la jachère et la rotation de culture ; -Renforcer l'encadrement et la formation des producteurs ; -Lutter contre les ennemis de cultures ; -Utiliser la fumure organique et compost.
Difficultés d'écoulement des produits	Tous les villages de la zone de confiance	-Manque d'organisation des agriculteurs ; - Impraticabilité des pistes rurales pendant une partie de l'année (juillet-novembre) ; -Insuffisance des pistes rurales aménagées.	-Baisse de revenus ; -Profit aux revendeurs et intermédiaires ; -Vente de détresse.	Disponibilité des produits.	-Stocker et vendre les produits ; -Rechercher les marchés ; -Aménager les pistes rurales ; -Organiser les populations ; -Construire les magasins de stockage.
Difficultés de conservation de certains produits	Tous les villages de la zone de confiance	-Enclavement de la zone ; -Manque d'organisation ; -Insuffisance d'entrepôt/magasin ;	-Perte de la qualité des produits ;	Disponibilité des produits.	-Doter les producteurs des matériels de conservation ; -Former les producteurs ;

agricoles		-Manque d'équipements.	-Profit aux intermédiaires.		-Construire des entrepôts adaptés ; -Désenclaver la zone.
Insuffisance d'encadrement des producteurs	Tous les villages de la zone de confiance	-Absence des agents d'encadrement dans les villages ; -Insuffisance des moyens de production.	Mauvaises application des techniques de production	Existence des ressources humaines	Former et accompagner les producteurs dans leurs activités de production
Disparition de certaines espèces végétales	Tous les villages de la zone de confiance	-Coupe de bois pour l'énergie domestique; -Feux de brousse ; -Désertification.	-Dégradation des sols ; -Disparition des forêts, galerie et espèces végétales.	-Existence de plusieurs espèces d'arbres ; -Existence des terres fertiles.	-Suivre l'application des règles de gestion des forêts ; -Lutter contre les feux de brousse et la coupe abusive de bois ; -Former les populations à une meilleure gestion des ressources végétales ; -Planter des arbres.
Mauvaise gestion et utilisation des ressources naturelles	Tous les villages de la zone de confiance	-Absence d'un plan de gestion ; -Non application des textes réglementant l'utilisation des ressources naturelles ; -Surpâturage.	-Gaspillage des ressources naturelles ; -Raréfaction des ressources.	-Ressources encore disponibles ; -Existence de gestion ; -Existence des organisations paysannes.	-Mettre en place un plan de gestion des ressources naturelles ; -Sensibiliser les usagers à une meilleure gestion des ressources naturelles.
Problèmes vécus	**Localisation**	**Causes**	**Conséquences**	**Potentialités**	**Actions possibles**
Disparition de certaines espèces animales	Toute la zone de confiance	-Braconnage ; -Feux de brousse ; -Tarissement des points d'eau ; -Surpâturage ; -Coupe de bois.	-Eloignement des animaux de la zone ; -Perte de diversité animale.	Espèces d'animaux encore existantes ; .	- Elaborer et appliquer les conventions sur la gestion des ressources naturelles ; -Aménager les marres et réfectionner les puits pastoraux ; -Sensibiliser et renforcer la surveillance de la zone ; -Créer une brigade villageoise en faune et flore.
Dégradation accélérée des sols	Tous les villages de la zone de confiance	-Surexploitation des terres ; -Feux de brousse ; -Surpâturage ; -Erosion.	-Extension des champs ; -Baisse de la production	-Existence des terres encore fertiles ; -Existence de plusieurs types des sols.	-Amender les sols ; -Pratiquer la jachère ; -Pratiquer le reboisement ; -Gérer rationnellement les

			agricole ; -Perte de la qualité du pâturage.		ressources naturelles.
Faible rendement de l'élevage	Tous les villages de la zone de confiance	-Mauvaise pratiques d'élevage ; -Elevage extensif et de prestige ; -Diminution de la quantité et de la qualité de pâturage -Persistance de certaines maladies animales ; -Consanguinité ; -Insuffisance des points d'eau.	-Diminution des revenus ; -Découragement ; -Baisse de production ; -Augmentation du taux d'infection.	-Zone favorable à l'élevage ; -Cheptel important ; -Disponibilité des sous-produits agricoles.	-Encadrer les éleveurs ; -Intensifier l'élevage et introduire des races améliorées ; -Produire du fourrage et stocker dans de bonnes conditions ; -Construire des puits pastoraux -Approvisionner les éleveurs en intrants vétérinaires ; -Former les auxiliaires d'élevage et les doter en kit.
Difficultés d'écoulement des produits d'élevage	Tous les villages de la zone de confiance	-Non maîtrise des circuits de commercialisation ; -Inexistence des infrastructures de transformation de la viande, du lait et d'autres sous-produits ; -Pistes rurales dégradées.	-Vente à perte ; -Découragement des producteurs ; -Profit aux intermédiaires ; -Insuffisance de revenus des ménages.	-Existence de plusieurs espèces élevées ; -Existence d'un service vétérinaire à Ati; -Marchés à bétail à Ati.	-Organiser la commercialisation des produits animaux par espèce ; -Aménager les pistes rurales ; -Construire une unité de transformation de sous-produits d'élevage ; -Former les éleveurs en techniques de transformation de produits et sous-produits d'élevage ; -Organiser et structurer les éleveurs en groupements, unions…

Tableau 5:Domaine Socioéducatif et Sanitaire

Problème vécu	Localisation	Causes	Conséquences	Potentialités	Solutions possibles
Maladies d'origine hydrique	Tous les villages de la zone de confiance	-Non-respect des règles d'hygiène liée à l'eau et à l'environnement ; -Manque des produits de désinfection de l'eau ; -Pollution de l'environnement (Défécation en plein air).	-Récurrence des maladies liées à l'eau -Perte humaine.	Existence des comités de gestion des puits au niveau local (hygiène autour des puits)	-Multiplier les forages et les puits dans les villages ; -Redynamiser les comités d'assainissement ; -Curer les anciens puits ; -Sensibiliser les communautés sur l'hygiène sous toutes ses formes ; -Doter la zone de confiance des produits de désinfection.
Faible taux d'utilisation d'activités	Tous les villages de la zone de confiance	-Eloignement des centres de santé -Insuffisance du personnel qualifié ; -Insuffisance de sensibilisation sur le VIH/SIDA ; -Mauvais accueil ; -Insuffisance de produits.	Taux de morbidité et de mortalité maternelle et infantile élevé.	-Existence du programme de vaccination ; -Existence des services d'assainissement et centre de santé ; -Existence de produits de bien-être familial ; -Existence des postes de CPN -Existence des comités de santé.	-Désenclaver la zone ; -Créer des centres de santé ; -Former et recycler le personnel ; -Pratiquer l'espacement de naissance ; -Intensifier la sensibilisation en IST/VIH/SIDA ; -Approvisionner régulièrement les centres de santé en médicaments essentiels génériques.
Faible taux de fréquentation scolaire	Toute la zone de confiance.	-Mobilité des enfants pour l'abreuvement des animaux et pendant les cultures de berbéré ; -Insuffisance des enseignants qualifiés ; -Rentrée tardive de l'école ;	-Retard de développement ; -Insuffisance de compétences locales ; -Taux d'analphabétisme élevé.	Population jeune et dynamique	--Former et recycler les enseignants ; -Organiser les cours d'alphabétisation ; -Sensibiliser les parents d'élèves ; -Encourager la scolarisation des enfants et surtout des

		-Enclavement de la zone.			filles.
Baisse de niveau scolaire	Toute la zone de confiance	-Insuffisance de bâtiments scolaires et matériels didactiques ; -Insuffisance des enseignants qualifiés ; -Absence de certains enseignants aux postes pendant l'année scolaire ; -Insuffisance de suivi des parents ; -Inexistence de la bibliothèque ; -Insuffisance de pression des autorités administratives et traditionnelles ; -Insuffisance des manuels ; -Mobilité des enseignants pendant l'année scolaire.	-Désertion ; -Délinquance ; -Analphabétisme.	-Existence des écoles ; -Existence des comités des parents d'élèves motivés ; -Disponibilité des espaces pour la construction des infrastructures scolaires.	-Construire et équiper les écoles -Former et recycler les enseignants -Suivre les élèves et les enseignants pendant les cours ; -Sensibiliser les APE des écoles ; -Construire et équiper les bibliothèques ; -Informer et sensibiliser les autorités traditionnelles et les parents.
Déperdition scolaire des filles	Toute la zone de confiance	-Insuffisance de soutien des parents par les encouragements ; -Ignorance ; -Faible motivation ; -Grossesses indésirées ; -Mariage précoce.	-Augmentation du taux d'analphabétisme chez les femmes ; -Faible représentation des femmes aux instances de prise de décision au niveau local.	Prise de conscience de certains parents ;	-Soutenir les filles à l'école ; -Sensibiliser les parents ; -Créer une Association Mère-Enfant(AME) ; -Créer un cycle complet de l'école primaire.

Tableau 6 : Domaine Economie

Problèmes vécus	Localisation	Causes	Conséquences	Potentialités	Solutions possibles
Difficultés d'écoulement des produits agricoles	Toute la zone de confiance	Mauvais état des pistes	-Détérioration des produits ; -Pouvoir d'achat faible.	Disponibilité des produits.	Aménager les pistes rurales.
Faible exploitation des produits forestiers ligneux	Toute la zone de confiance	-Non maîtrise des techniques d'exploitation; -Amendes irrégulières sur l'exploitation des produits forestiers.	-Source de revenus limités ; -Perte des devises.	-Existence de quelques espèces ligneuse à exploiter ; -Zone de production de la gomme arabique ; -Existence des personnes formées.	-Former les usagers en techniques d'exploitation forestière ; -Sensibiliser et former le personnel sur la gestion des produits de l'exploitation forestière.
Commerce des bovins et ovins moins développés	Toute la zone de confiance	-Insuffisance de marché pour écouler les produits. -Elevage de prestige	-Limitation des sources de revenus ; -Sources de protéines animales réduites.	-Climat de la zone favorable à l'élevage de plusieurs espèces animales ; -Prix des animaux en hausse.	-Pratiquer le petit élevage ; -Pratiquer l'embouche ; -Former et encadrer les producteurs ; -Organiser la filière.
Difficultés à exploiter le maraîchage	Zone agricole	-Non maîtrise des techniques d'exploitation ; -Insuffisance des matériels ; -Insuffisance d'intrants agricoles.	-Limitation des sources de revenus ; -Manque de légumes frais en période sèche ; -Absence de variétés alimentaires	-Existence de bas fond ; -Existence des maraîchers ; -Existence des points d'eau.	-Encadrer, former et équiper les maraîchers ; -Approvisionner les maraîchers en intrants.
Faible valorisation de l'artisanat	Toute la zone	-Non maitrise des techniques ; -Désintéressement de l'activité ; -Marginalisation des pratiquants, par exemple pour la poterie.	-Source de revenus limités ; -Non exploitation de la matière première.	-Disponibilité de la matière première ; -Existence d'un savoir-faire local ; -Existence d'un marché à Ati.	-Encadrer et équiper les artisans ; -Sensibiliser les populations sur l'importance de l'artisanat.

Tableau 7:Domaine Socio-Culturel

Problèmes vécus	Localisation	Causes	Conséquences	Potentialités	Solutions possibles
Epanouissement des jeunes limité.	Toute la zone de confiance	-Insuffisance de diversité de loisirs ; -Diminution des garants des us et coutumes(conteurs, griots…) ; -Insuffisance d'infrastructures sportives.	-Perte de temps ; -Délinquance ; -Gaspillage de ressources ; -Consommation de la drogue.	-Existence des jeux traditionnels ; -Disponibilités des parents et quelques rares défenseurs de traditions ; -Existence d'espace pour aménager les infrastructures sportives ; -Disponibilité des jeunes pour faire le sport.	-Construire les centres d'animation culturelle ; -Construire et équiper les terrains de sports.
Perte des valeurs culturelles traditionnelles locales	Toute la zone de confiance	-Peu d'intérêt accordé à la tradition ; -Influence des cultures étrangères ; -Exode rural.	Perte de repère.	-Grands événements socioculturels encore existants (festival, mariages, circoncision…) ; -Existence des personnes attachées à la tradition ; -Matériels encore existants.	-Organiser les festivals de danse traditionnels ; -Promouvoir les sports et jeux traditionnels.

III-Sommaire des problèmes majeurs et axes prioritaires de développement des différents domaines

Les principaux problèmes de développement de la zone identifiés pendant le processus du diagnostic sont regroupés par domaine. A chaque problème correspond un axe de développement qui propose une orientation pour sa résolution comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau 8 : Présentation matricielle des problèmes majeurs et axes de développement par domaines.

Domaines	Problèmes majeurs	Axes de développement
GRN/ Agriculture/Elevage durables	• Faible rendement et diminution des terres de cultures ; • Difficultés de conservation de certains produits ; • Faibles capacités techniques et organisationnelles des producteurs ; • Dégradation des ressources naturelles et perte de la biodiversité ; • Domaine d'élevage sous exploité ; • Insuffisance de considération pour la cueillette.	• Améliorer le système d'exploitation agricole pour accroître le rendement ; • Améliorer le système de conservation des produits agricoles ; • Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des producteurs ; • Préserver et gérer rationnellement les ressources naturelles ; • Promouvoir un élevage rentable ; • Promouvoir la cueillette.
Socio -sanitaire et éducatif	• Faible couverture sanitaire des populations ; • Prévalence du VIH/SIDA ; • Insuffisance de l'eau potable ; • Mauvaise qualité de l'éducation.	• Assurer la couverture sanitaire à la population ; • Lutter contre le VIH/SIDA ; • Assurer la disponibilité en eau potable ; • Promouvoir une éducation de qualité.
Economie	• Faible exploitation de l'artisanat ; • Activités Génératrices de Revenus moins développées ; • Difficultés d'écoulement des produits ; • Manque de structures de commercialisation des produits.	• Développer et valoriser l'artisanat ; • Encourager et soutenir les AGR ; • Promouvoir l'écoulement facile des produits agricoles du centre de productions vers les marchés hebdomadaires ; • Mettre en place des structures de commercialisation des produits.
Socio culturel	• Epanouissement limité des jeunes; • Perte des valeurs culturelles traditionnelles locales.	• Créer et faire fonctionner les lieux de loisirs et de culture • Valoriser les cultures traditionnelles locales.

Planification des Projets de Développement

IV- Projets de développement sur la durée du plan

Tenant compte de la capacité de mobilisation des ressources locales, les critères de faisabilité et les résultats du diagnostic zonal réalisé, la population a retenu un certain nombre de projet pour les quatre années à venir.
Les tableaux ci – dessous résument par domaine les projets prioritaires retenus sur la durée du plan:

Tableau 9 : Domaine Agriculture et élevage durable

Intitulé du Projet	Quantité	Localisation géographique	Promoteur	Cout (en F CFA)	Début probable	Durée
Acquisitions des engrais chimiques et des produits phytosanitaires	200 sacs d'engrais	Toute la zone	CDZC	4 000 000	2016	3 mois
Equipement des matériels agricoles par lot (Un lot comprend 1 charrue, 1 semoir, 1 charrette…).	-07 lots	**Grappe 1** : Rignégné I,Rignégné II, Rignégné Kanem, RignégnéSounta, Amireb, Dafadé, Haskanité ;	ODV des villages respectifs	2.100.000	2017	12 mois
	-04 lots	**Grappe 2 :**Tarnara I, Tarnara II, Tarnara III, DankoutchBassara;	ODV des villages respectifs	1.200.000		
	-04 lots	**Grappe 3:**Otkami, Abkanfouta, Faki doute I, Faki doute II ;	ODV des villages Respectifs	1.200.000		
	-06 lots	**Grappe4 :** Djourdjoura,Alayé,Manakalla	ODV des villages Respectifs	1.800.000		

		I, Mankalla II, Mankalla III,Bréré ;				
Approvisionnement en semence améliorée	60 sacs	Toute la zone	CDZC	5 000 000	2016	24 mois
Constructions du magasin de stockage	-01 -01	Mankala Otkami	Groupement mixte Groupement mixte	20 000 000 20 000 000	2016	6 mois
Acquisition de motopompes équipées de 200 m de rouleaux flexible par lot (un lot comprend 1 motopompe et 200 rouleaux flexibles) et Construction d'un mini-forage pour l'irrigation.	06 sites chacun avec un lot	Rignégné I Djourdjoura Otkami Mankalla I Faki-Doute I Abkanfouta	CDZC	24 000 000	2016	12 mois
Acquisitions des petits outillages pour le maraichage par lot (un lot comprend 2 brouettes, 10 râteaux, 10 pelles, 20 arrosoirs et 05 pioches).	-01 Lots -01 Lots -01 Lots -01 Lots -01 Lots -01 Lots	Rignégné I Djourdjoura Otkami Mankalla I Faki-Doute I Abkanfouta	Groupement mixte Groupement mixte Groupement mixte Groupement mixte Groupement mixte Groupement mixte	500 000 par lot pour chaque village concerné soit 3 000 000	2016	12 Mois
Formation des membres des ODV de CDZC en gestion financière et matérielle.	60 membres des ODV et de CDZC	Toute la zone	CDZC	2 000 000	2015	7 jours

Formations des auxiliaires d'élevage et dotation en trousse vétérinaire	20 membres	Toute la zone	Groupement des agro-éleveurs	2 500 000	2016	7 jours
Construction des puits pastoraux	03	-Rignégné -Tarnara -Biréré	Groupement des éleveurs de la zone de Djourdjoura	90 000 0000 A raison de 30 000 000 par puits	2017	12 mois
Entretien des puits pastoraux dégradés	04	-Alayé -Rignégné -Otkami -Djourdjoura	Groupement des éleveurs de la zone de Djourdjoura	12 000 000	2018	12 mois
Sous total 1				128 800 000		

Tableau 10 : Domaine Environnement et GRN

Intitulé du Projet	Quantité	Localisation géographique	Promoteur	Cout (en F CFA)	Début probable	Durée
Formation en technique de production et d'entretien des plants pour le reboisement	200 plants 200 plants 200 plants	Djoudjoura Fakidoute Mankala	ODV ODV ODV	2 000 000	2018	24 mois
Formation sur l'exploitation rationnelle de la filière gomme arabique	50 personnes	Tout le village de la zone	ODV	2 000 000	2018	24 mois
		Sous-total 2		**4 000 000**		

Tableau 11: Domaine Santé/Eau/ Assainissement

Projets retenus	Quantité	Localisation	Promoteur	Cout (en CFA)	Début probable	Durée
Sensibilisation des ménages sur l'hygiène alimentaire, vestimentaire et environnementale	42 séances(à raison de 2 séances par villages)	Tous les villages de la zone de confiance	CDZC	8 400 000	2017	6 mois
Création d'une association de lutte contre les IST/VIH/SIDA	01	Mankalla	COSAN	1 000 000	2016	6 mois
Sensibilisation des femmes sur les grossesses rapprochées, la vaccination et les consultations prénatales	21 séances(à raison d'une séance par village).	Tous les villages de la zone de confiance	COSAN	1 000 000	2015	6 mois
Construction d'un centre de santé (construction semi dur)	01	Mankalla	CDZC	20 000 000	2018	10 mois
Sensibilisation sur l'hygiène de puits existants	42 séances(à raison de 2 séances par village).	Villages dotés des puits	Comité des gestions des puits	5 000 000	2017	6 mois
Sous-total 3				**35 400 000**		

Tableau 12: Domaine Education, culture, jeunesse et sport

Intitulé du Projet	Quantité	Localisation géographique	Promoteur	Cout (en F CFA)	Début probable	Durée
Construction et équipement des infrastructures scolaires (construction semi dur)	-Deux salles ; -Quatre salles ; -Trois salles ; -Deux salles ; -Deux salles	-Dankoucth ; -Mankalla ; -Rignégné ; -Abkanfouta ; -Otkami	ADZC/APE	10 000 000 20 000 000 15 000 000 10 000 000 10 000 000	2018 2017 2017 2017 2017	6 mois 6 mois 6 mois 6 mois 6 mois
Réalisation des forages scolaires	05 sites	-Dankoucth ; -Mankalla ; -Rignégné ; -Abkanfouta ; -OtKami	ADZC/APE	10 000 000 à raison de 2 000 000 par forage	2018	12 mois
Création d'une bibliothèque	01	-Mankalla	ADZC/APE	20 000 000	2017	6 mois
Création d'une cellule locale de promotion des valeurs culturelles	01	-Djoudjoura	Autorités traditionnelle	1 000 000	2016	3 mois
Sous-total 4				**96 000 000**		

Tableaux 13- Domaine Economie

Projets retenus	Quantité	Localisation	Promoteur	Coût	Début probable	Durée
Crédit/Subvention pour le commerce des condiments	4	-Djourdjoura -Otkami -Rignégné -Fakidoute	Union des Groupement Féminin de Djourdjoura	4 000 000	2016	1 an
Crédit/Subvention pour l'élevage de petits ruminants et des volailles	4 OP des villages différents	-Dankoutch -Tarnara II -Mankalla I -Abkanfouta	Groupements de Commerçants des villages respectifs/ODV	5 000 000	2016	1 an
Transformations des produits laitiers et maraichers	3	-Otkami -Abkanfouta -Bréré	ODV des villages Concernés et CDZC/D	7 000 000	2015	1 an
Aménagement des pistes rurales	30 Km	-Manakalla-Abkanfouta (15 Km) ; -RignénéFaki doute (15 km) ;	CDZC	30 000 000	2016	1 an
Sous totale 4				**46 000 000**		

V-Mécanisme de la mise en œuvre, de pilotage et de suivi des actions du PDL

5.1 Mécanisme de la mise en œuvre des actions

La zone de Djourdjoura se dote d'un PDL pour la première fois, l'ADZC de cette zone est une institution jeune qui se renforce progressivement. Pour mieux favoriser la mise en œuvre des actions, le CDZC a prévu d'abord de diffuser les PDL dans les villages. Une diffusion auprès de la diaspora et des partenaires techniques et financiers est également programmé.

Après la diffusion, le CDZC a prévu de concentrer ses efforts sur des microprojets prioritaires et urgents. Cela dans le souci de créer une dynamique sociale.

En ce qui concerne la mobilisation financière, plusieurs stratégies sont élaborées :

- ✓ Sur fond propre : chaque village est tenu de s'acquitter d'une somme qui sera fixée selon le projet, proportionnellement à la taille du village ;
- ✓ Les projets dont les porteurs sont identifiés seront financés en grande partie par ces derniers ;
- ✓ Le CDZC envisage de lier des partenariats avec des ONG et des bailleurs pour faciliter la mise en œuvre du PDL.

5.2 Suivi-évaluation des actions

Le suivi-évaluation des actions permettra de s'informer et d'apprécier l'étatd'avancement de chaque action. Il permet de vérifier la mise en œuvre et les impacts des projets. L'ADZC, à travers son organe technique le CDZC a prévu d'effectuer les suivis et l'évaluation chaque trimestre de l'année.

Le suivi consistera en fait à :

- suivre et évaluer régulièrement les activités conduites dans le cadre de la mise en œuvre du PDL par rapport aux prévisions et aux objectifs attendus ;
- évaluer les impacts des actions réalisées sur la gestion des ressources naturelles et sur le niveau socio-économique ;
- suivre l'évolution de la dynamique de développement communautaire (efficacité des organisations locales, mode de gestion des ressources, degré d'adhésion et de participation des divers groupes sociaux à cette dynamique…) ;

- entreprendre, sur la base des résultats et des conclusions du suivi-évaluation avec la population, les mesures nécessaires pour améliorer l'efficacité des interventions et d'appui au processus de développement local.

Concrètement, le suivi va se faire de manière participatif en incluant notamment la population les chefs de villages et les porteurs des projets. Une grande attentionsera accordée au Plan Annuel d'Investigation établit par le CDZC. La transparence dans la gestion financière facilitera la mise en œuvre.

Outre le suivi trimestriel fait par le CDZC, les assemblées générales annuelles sont prévues pour réajuster et adapter les programmes. Le concours du CDA et des services techniques est également sollicité pour faciliter la mise en œuvre.

5.3 Plan de Travail Annuel (PTA)

Le plan annuel de travail est un outil élaboré pour guider les membres des CDZC dans leur travail de l'année. Il indique en détail ce que chaque membre doit faire et dans une période précise. Il comporte deux parties principales : une première qui répertorie les activités générales du CDZC et une deuxième consacrée à l'accompagnement et le suivi des actions du plan par domaine.

Tableau 14 : Plan de travail de CDZC en 2015

Domaine	Activités	Nombre	Responsable	CALENDRIER DE REALISATION 2015											
				J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Activités générales du CDZC	Préparation de la soutenance du PDL	5	Equipe CDZC												
	Elaboration du budget annuel du CDZC	12	Equipe CDZC												
	Validation du PDL par le CDA	13	Equipe CDZC												
	Multiplication et diffusion du PDL au niveau village et partenaires	35	Equipe CDZC												
	Réunion périodique des membres du CDZC	11	Equipe CDZC												
	Coordination et suivi des réalisations	10	Equipe CDZC												
	Planification Formation des membres du CDZC	1	Equipe CDZC												
	Autoévaluation CDZC	1	Equipe CDZC												
	Assemblée bilan des activités du CDZC	1	Equipe CDZC												
	Elaboration PTA 2016	1	Equipe CDZC												
	Atelier Validation PTA 2016	1	Equipe CDZC												

Conclusion :

Djourdjoura est l'une des 6 zones listées pour l'élaboration du PDL dans le projet « Accompagnement des OSC/CDC dans le Département du Fitri ». Le projet a bénéficié l'approbation de la communauté concernée. Ceci dit, après les divers contacts de sensibilisation avec l'autorité traditionnelle ainsi que la population, les activités d'élaboration proprement dites sont amorcées. Les différentes rencontres de planifications participatives ont permis de faire l'état de lieu de la situation globale de la zone. Il ressort de ce travail, le bilan de toutes les potentialités de la localité ainsi que les difficultés entravant son développement. Et donc les pistes de solutions trouvées. Maintenant, il reste la concrétisation, c'est à dire la mise en œuvre de tous ces projets de développement. Le rôle de l'ADRB ne se limite pas seulement à l'appui technique pour l'élaboration du PDL mais aussi d'amener la population à s'approprier du document et en faire bon usage.Car disposer d'un PDL n'est pas une fin en soi. La population ne doit pas attendre le financement des projets de l'extérieur mais mettre en placeun dispositif de mobilisation de fonds en interne. C'est justement là le véritable travail qu'il faut s'y atteler et tout de suite.

ANNEXES

Procès-verbal d'adoption du PDL

L'an deux mille quatorze et le Cinq juillet 2014, le Khalifa d'Ati, les délégués du village de la zone et les chefs de villages, réunis en Assemblée Générale pour la priorisation et l'adoption du PDL.

Etaient présents les membres dont les noms sont en annexes.

Ordre du Jour :

- priorisations des projets
- adoption du PDL

Pour le premier point, les projets soumis à l'Assemblée Générales sont étudiés et classés par ordres de priorités. Ces projets sont ensuite rangés par ordres de mobilisations financières et de contrepartie locale. Certains projets sont modifiés et d'autres, irréalistes sont purement et simplement supprimés

Pour le deuxième point, plusieurs amendements sont proposés et discutées par l'Assemblée Générale. Une version définitive du PDL est élaborer et sera soumis au CDA pour approbation.

La séance s'est terminée par l'adoption du calendrier annuel du CDZC.

Commencée à 9h 09 min, la réunion a pris fin à 15h 56 minutes.

Le Président de l'ADZC/D (CDZC) Le Khalifa d'ATI

Achour Abdramane ALI MahamatAbba

Liste des délégués villageois

Nom et Prénoms	Village
Mahamat Youssouf Alkali Adam Youssouf Alhadi Adam Chaib Nadwa Adam Chayib (F) HawaAhmat (F)	RignégnéKaneme
Mahdi Aboubakar Alcharifchaltoute IssaBichara NafissaAzarak (F) Khadija Alkhali (F)	Dafadé
Issa Abdallah Moussa Hamdane Ousmane Achgare Aicha Hamdane (F) FatiméDandoue (F)	Amdireb
Oumar Abdramane Idriss Safi Abougoudja Achour Kaltouma Moussa Mahamat(F) Ibrahim MahamatDjibrine AbougoudjaMahamat	Rignégné I
BourkouMahamat Djibril Ousmane Chaib Youssouf Haroun Zahra Mahamat (F) KhadidjaChayibHissen (F)	Rignégné II
HisseinAboubakar Mahamat Hassan Adam aboubakar MaimounaMahamat(F) ZenabAbdourahmane(F)	RignégnéSounta
ZakariaDjibrilGoudja MoussaAboubakar OumarIdrissHaroun HaliméAbdallau bayé(F) AhmatGoudja	Tarnara/dankoutchI (ce village porte deux noms)
DjibrineIdriss AbouOumar Mariam Moussa(F) MoussaAboubakar Naga Goni (F)	Tarnara II (bilamaSayideYahya)
Fakiyahya Abdallah Ibrahim Dogo MahamatAbdrahmane Aicha Haroun (F) Aicha Abdrahmane(F)	Tarnara III (bilama Abou Idriss)
Sa'adiaIdriss (F) BouchraAdama (F) SalehGoudja	Tarnara (bilama Cham)

Ali Mahamat	
AboubakarYahyaAbdallah Mahamathassaballah IssaAdama HaliméMahamat(F) Mariam Aboubakar(F)	Alayé
Adama Hassan Djibrine Ramadan MahamatAboubakar Mariam Abba Maimouna Adam	Bréré
Ahmat Hassan Adam Hassan YounoussSaleh HadjéFatouma Adam AichaOusmane	Mankalla I
Abdelkerim Abdallah Adam Doungouss FatiméAbdrahmane KhadidjaHissein	Mankalla II
Oumar Adam MahamatAbdelkerim Issahassaballah Aché Hassan (F)	Manakalla III
Mahamoud Adam AbdrahmaneMahamat Hissein Hassan Mariam Yacoub KoubraMahamat	Faki Doute
Issa Ibrahim Youssouf Adam MahamatAbakar Mariam Adam (F) Fatimé Adam (F)	Abkanfouta
Moussa Adam IssaDjibrine Hassan Haroun KaltoumaDjibrine(F) KhadidjaHissein(F)	Otkami
AbdallahAbdramane MahamatOumar Adam Oumar Haoua Hassan HabsitaAbdallah	Djourdjoura
Adam Absakine AbakarAlhadj Zakaria Adam Hawa Ibrahim Fatimé Adam	Fakidoute II

Liste des membres du CDZC de Djourdjoura

Zone de confiance de Djourdjoura, Département du Fitri			
Association pour le Développement de la Zone de Confiance de Djourdjoura (ADZC/D) ***Comité de Développement de la Zone de Confiance (CDZC)***			
Nº	**Nom et Prénoms**	**Fonctions**	**Village**
1	Achour Abdramane	Président	Faki Doute I
2	Issa Goni	Vice-président	Abkanfouta
3	Hissein Soumaine	Secrétaire général	Taranara I
4	Souleymane Bichara	SG adjoint	Rignégné
5	Alhadj Assimeh Abdramane	Trésorier général	Rignégné Kanem
6	Kaltouma Djibrine	Trésorière générale adjointe	Otkami
7	Adoum Doungouss	Commissaire aux comptes	Mankalla
8	Alhaj Aboulaye Abdramane	Conseiller	Alayé
9	Habsa Abdramane	Conseillère	Djourdjoura
10	Mariam Djibrine	Conseillère	Rignégné II
11	Zakaria Djibril Goudja	Conseiller	Tarnara
12	Moussa Adam	Conseiller	Otkami

Rapport final des différentes commissions thématiques

Mises en place après l'atelier de restitution du diagnostic, les commissions **Agriculture, Elevage, Environnement et GRN/ Education, Culture, jeunesse et sports/ Santé, Eau et Assainissement/** et puis **Economie** ont eu pour travail d'approfondir les axes de développement retenus lors de l'atelier et d'appuyer les groupes concernés à formuler des projets réalistes et réalisables qui tiennent compte de leurs capacités et qui respectent les normes techniques. Elles ont eu à travailler intensément avec l'animateur de la zone qui pour sa part a sillonné plusieurs villages et a eu des concertations directes avec les communautés à la base.

Les projets retenus à l'issu de ce travail sont présentés dans le tableau des projets prioritaires de développement par domaine sur la durée du plan.

Les rapporteurs des commissions

Economie : Alhadj Abdoulaye (Commerçant)
Santé, Eau, Assainissement: Mr DezoumbéKobobé(Responsable de Centre de Santé de Rignégné)
GRN/Elévage, Agriculture :AboulkhassimChoroma(Fonctionnaire à la Délégation de l'Elevage et de l'Hydraulique du Batha) etHaroun ISSAKHA (Exploitant du périmètre maraicher).
Education, Culture, jeunesse et sports : Mahamat Abdoulaye(Enseignant Communautaire d'Otkami).